

## Egalité professionnelle Orange préfère les hommes !

### On ne pourra pas attendre 2186

Aujourd'hui encore les inégalités femmes/hommes perdurent. Selon une étude du Forum économique mondial, l'égalité salariale prendra au moins 170 ans pour se mettre en place. Dans le Groupe Orange, l'accord signé en 2014 devait accélérer les évolutions, lutter contre les stéréotypes et se voulait une démarche volontariste nécessaire pour résorber les discriminations dont sont victimes les salariées dans l'entreprise.

Stéphane Richard, le PDG d'Orange, affichait comme un axe fort sa politique en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes. Comme trop souvent, entre les paroles et les actes, il y a un monde. Ici c'est un gouffre, des freins puissants ont empêché le respect de l'accord.

Certains estimant que « l'égalité professionnelle nuit à la bonne marche des affaires », sans se soucier de la véracité de cette vision et surtout sans aucune pensée pour les femmes de l'entreprise, comme si elles pouvaient encore attendre !

### Des économies inadmissibles

Chaque année, les budgets spécifiques de promotion et de résorption des inégalités salariales ne sont pas entièrement utilisés. Et la direction refuse de réinjecter les reliquats sur l'année suivante, ils sont ainsi perdus et les discriminations continuent...



### Orange recrute surtout des hommes

Ces dernières années, le recrutement a fortement baissé et celui des femmes est devenu catastrophique (25,36% en 2015) au risque qu'Orange devienne un groupe d'hommes pour les hommes et s'éloigne ainsi de la moitié de la population.

Et ce ne sont pas les propos de la Directrice du recrutement, de la diversité et des parcours, qui rassurent sur l'intérêt porté à l'égalité professionnelle par le Groupe Orange :

A propos du faible taux de recrutement, la réponse : « on aurait pas du mettre des objectifs dans l'accord, c'est pas faisable ! »,

Sur le non respect de la charte des offres d'emplois : « on peut pas tout suivre »,

Sur les budgets pas utilisés : « c'est pas notre faute, c'est les directions locales ».

La 3<sup>ème</sup> réunion de la commission de suivi prévue dans l'accord : « ça sert à rien ! ».

Si vous ne pouvez pas atteindre vos objectifs, c'est pas grave ! Suivez l'exemple de la direction, n'hésitez pas à vous servir de ses répliques.

## Les salaires de la honte

On voit bien qu'être une femme et un homme n'est pas neutre dans le monde du travail et c'est toujours au détriment des femmes.

Le 24 octobre à 14h38, les Islandaises « ne sont plus payées » à cause des différences salariales femmes/hommes. Elles ont fait grève contre ces inégalités.

En France, c'est depuis le 7 novembre à 16h34 que les Françaises travaillent « bénévolement ». (chiffres Les Glorieuses) (Ecart F/H 19,2%)

Chez Orange, on ne fait pas mieux : la rémunération moyenne brute mensuelle des femmes est de 3655€ contre 3956€ pour les hommes.

La différence s'aggrave chez les ACO, la rémunération médiane des salariées est de 3434€ contre 4009€ pour les hommes et toujours 9 hommes pour 1 femme dans le top 10 des plus hautes rémunérations.

## Les droits des femmes en danger

Partout, les droits des femmes sont attaqués, comme en Pologne où le gouvernement veut interdire complètement le droit à l'IVG. Les Polonaises se sont mobilisées massivement, avec des soutiens partout en Europe, le pouvoir a du reculer.

Le droit à l'avortement doit être reconnu comme un droit fondamental par tous les Etats : c'est un enjeu de santé publique, c'est un enjeu démocratique, c'est un enjeu d'égalité.

La violence faite aux femmes sévit toujours. En France, 84 000 femmes ont été victimes de viols ou de tentatives de viol, 223 000 de violences conjugales, 118 femmes et 35 enfants ont été tué-es. (chiffres 2016 Ministère de la famille, de l'enfance et droits des femmes)

## Le sexisme, toujours répandu

L'étude sur la perception de l'égalité femmes/hommes en France montre que la lutte contre les inégalités reste un combat à mener, que les actions actuelles ne sont pas suffisantes et que c'est l'affaire de toutes et tous.



80% des femmes salariées considèrent qu'elles sont régulièrement confrontées à des attitudes ou comportements sexistes.

L'enquête pour le Défenseur des Droits révèle qu'1 femme sur 5 est victime d'harcèlement sexuel au cours de sa vie professionnelle.

Orange s'est affiché sur la campagne « sexisme pas notre genre » du gouvernement mais n'a pas daigné mener en interne celle promise dans l'accord de 2014.

## En finir avec les inégalités

Ensemble, refusons les inégalités, le sexisme et les discriminations. Exigeons le respect des droits pour les femmes et les hommes.

Les femmes ne peuvent plus attendre et ne peuvent plus supporter ces situations discriminantes.

Il n'est pas juste et pas légal d'avoir une situation différente du fait de son genre.

Tous les salarié-es sont concerné-es et l'engagement contre les inégalités est nécessaire.

Vous pouvez agir, rejoignez SUD et devenez candidat-e pour les prochaines élections professionnelles.

Ensemble avançons vers des droits sociaux nouveaux et protecteurs.